





- 2 -

wecken, dass wir die Pakistaner gar nicht empfangen wollen, was nicht im schweizerischen Interesse liegt und den Tatsachen auch nicht entspricht.

Wir erwarten gerne Ihre Stellungnahme und versichern Sie, Herr Oberst, unserer vorzüglichen Hochachtung.

POLITISCHE DIREKTION

(Iselin)

Beilagen erwähnt

PS: Eine Rückfrage bei der Handelsabteilung hat ergeben, dass man auch dort eine ungewollte Bruskierung der Pakistaner vermeiden möchte. Die gegenwärtige Interessenlage spricht eher für ein Entgegenkommen schweizerischerseits, damit bestehende Schwierigkeiten nicht unnötig vergrössert werden. Pakistan bleibt trotz allen innenpolitischen Problemen ein beachtenswerter Partner für die Schweiz, vor allem auch im Hinblick auf zukünftige Entwicklungsmöglichkeiten.

17 avril 1978

334.0 - MZ/kb

Direction politique II  
Département politique  
fédéralCONFIDENTIELB e r n eProjet de voyage d'études  
d'une délégation militaire pakistanaise

Monsieur l'Ambassadeur,

Juste avant la fermeture du courrier je reçois votre communication par voie rapide concernant le désir des Autorités pakistanaises de reporter à l'automne prochain ou au printemps 1979 la visite d'une délégation du "National Defence College" de Rawalpindi.

Ces quelques lignes ont pour objet de vous dire qu'il me paraît opportun et politiquement souhaitable, dans les circonstances actuelles, d'essayer de donner une suite favorable à cette requête. En effet, à la suite de la condamnation à mort de l'ancien premier ministre Bhutto, certains pays ont annulé des visites ou pris des dispositions pour marquer leur réprobation (voir mon RP No. 3). Je crains qu'une fin de non recevoir donnée à la délégation militaire pakistanaise pourrait être interprétée ici dans ce contexte.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ambassadeur de Suisse:

(L. Mossaz)



R.P. No. 3

Islamabad, le 3 avril 1978

R é s u m éLe sort de Bhutto: les militaires dans l'impasse

En repoussant une première fois les élections promises solennellement au moment du coup d'Etat du 5 juillet dernier les militaires ont mis le doigt dans un engrenage dont ils ne savent plus comment sortir. Cette erreur capitale, conséquence de leur inexpérience politique, leur a fait perdre toute crédibilité et les a contraints à une fuite en avant qui a culminé dans la récente condamnation à mort de Bhutto.

Sur le plan intérieur les réactions à cette condamnation ont été, jusqu'à maintenant, moins violentes que celles qu'on pouvait redouter. Pour le moment la junte militaire a la situation en main grâce essentiellement à la rigueur de la loi martiale et aux peines barbares qui sont appliquées.

En revanche les réactions et interventions extérieures en faveur de Bhutto, surtout de la part des pays arabes et islamiques, sont nombreuses et souvent très vigoureuses. Les généraux, qui ne s'attendaient pas à une pression de cette ampleur, semblent décontenancés. Ils se trouvent dans une impasse. S'ils épargnent la vie de Bhutto celui-ci, même emprisonné, restera un symbole difficile à détruire. S'ils laissent exécuter la sentence de pendaison il sera un cadavre très encombrant au plan extérieur. De toutes façons des jours sombres s'annoncent pour le Pakistan.



3 avril 1978

381.0 - MZ/ma

CONFIDENTIEL

R.P. No. 3Le sort de Bhutto: les militaires dans l'impasse

La prise du pouvoir par les militaires en juillet dernier fut accueillie avec soulagement par une large fraction de la population et avec compréhension par la communauté internationale. Le pays en effet était au bord de la guerre civile.

Dès le coup d'Etat du 5 juillet le nouveau régime est donc parti avec un préjugé favorable. Le Général Zia ul-Haq, président de la junte militaire et administrateur en chef de la loi martiale, passait pour un homme honnête, intègre et sans ambition politique. Sa première proclamation affirmant que des élections libres et ouvertes à tous les partis auraient lieu sous la supervision de l'armée dans un délai de trois mois inspirait d'autant plus confiance qu'il avait remis en liberté les hommes politiques assignés à résidence, y compris l'ancien premier ministre Bhutto.

Quelques semaines après cette proclamation le Général Zia a commis sa première erreur, une erreur capitale qui est à l'origine de l'engrenage fatal dans lequel il a placé le pays. Il a repoussé la date des élections sous prétexte que l'activité politique dégénérait de nouveau. Ce qui était faux ou en tout cas fortement exagéré. En réalité il n'est pas douteux que la junte militaire



s'était rendu compte que, contrairement à ses prévisions et bien qu'ayant fait incarcérer sous des accusations diverses Bhutto et les principaux dirigeants de son parti pour les empêcher de participer à la campagne électorale, ce parti allait gagner les élections. La junte ne pouvait admettre une telle issue, qui pour ses membres se serait traduite en issue fatale.

La chronologie des événements depuis l'annulation de la date des élections n'est qu'une longue suite de décisions arbitraires, de promesses non tenues et de vendetta politique contre des membres du parti de Bhutto, le parti du peuple pakistanais (PPP). La loi martiale appliquée au début avec modération, s'est durcie au point d'atteindre des proportions moyenâgeuses, avec l'introduction de peines barbares comme la pendaison et la flagellation publique. Le régime a perdu sa crédibilité. Le titre officiel du Général Zia, "Chief martial law administrator", abrégé en CMLA, est maintenant traduit dans l'opinion publique par "Contrary to my last announcement". Et pourtant bien des observateurs, parmi lesquels je me range, estiment qu'il est toujours sans ambition politique personnelle et qu'il s'efforce de réunir les conditions permettant le retour du pouvoir civil par des élections. Sans expérience politique, sans rayonnement, de capacité intellectuelle médiocre selon ceux qui le connaissent bien (les attachés militaires étrangers ici depuis longtemps), manipulé sans doute par des membres de son entourage prenant goût au pouvoir, il n'y parvient guère. L'appui qu'en désespoir de cause mais aussi par conviction personnelle il cherche auprès des chefs et dignitaires musulmans du pays en s'efforçant d'introduire le droit coranique, d'ailleurs pratiquement inapplicable au niveau de développement du Pakistan, est insuffisant. Et surtout la personne ayant les qualités d'homme d'Etat et le charisme de Bhutto demeure introuvable. L'image de ce dernier reste très vivante dans la population.



, A n'en pas douter c'est donc pour détruire ce symbole que le régime a laissé (ou influencé) la Haute Court de Justice de Lahore condamner Bhutto à mort pour un crime de droit commun. Les circonstances du meurtre et la tenue des audiences, particulièrement à huis-clos, font que la culpabilité de Bhutto n'est guère crédible pour la majorité de l'opinion publique. Il se trouve que j'ai bien connu le Chief Justice de cette Haute Court pendant mes vacances l'été dernier à Genève, où il présidait la délégation pakistanaise à la Conférence diplomatique sur le droit humanitaire. Je l'ai revu au Pakistan. Je n'irai pas jusqu'à m'avancer à écrire qu'il a rendu un jugement politique. Je n'en sais rien. Mais il n'est pas douteux qu'il était un ennemi implacable de Bhutto. Ce dernier, enchaîné à son lit dans une sordide cellule de condamné à mort, vient d'introduire à l'ultime délai et sur les conseils pressants de ses avocats, un recours en grâce auprès de la Cour suprême du Pakistan. Elle l'examinera à partir du 6 mai prochain.

### Réactions

En affirmant à chaque occasion que la presse est libre le régime militaire joue sur les mots. En réalité la sévérité de la loi martiale, la disproportion entre les peines et les délits, l'interprétation arbitraire de ceux-ci, imposent aux journaux une prudence qui tourne au silence quand il s'agit de questions délicates. C'est pourquoi il est difficile de savoir exactement ce qu'ont été les réactions intérieures à la condamnation de Bhutto. Il y en a eu, c'est évident par le témoignage d'experts étrangers disséminés dans le pays, mais plus modérées qu'on l'avait redouté. Il semble donc que, pour le moment du moins et au prix qu'ils y mettent, les militaires ont la situation en mains.

En revanche, preuve de leur inexpérience politique, leur surprise a été totale devant l'amplitude des réactions étrangères.



Les quelques journaux étrangers que je reçois en ont parlé, mais de façon naturellement fragmentaire. Je rapporte ci-après en résumé celles que les Chefs de mission concernés à Islamabad ont révélées à leurs collègues. Elles démontrent que si sur le plan intérieur on peut qualifier Bhutto de féodal progressiste et lui reprocher son autocratie, son arrogance, le culte de la personnalité, il avait acquis une stature internationale et une audience particulièrement auprès de nombreux Chefs d'Etat étrangers.

Les pays membres du pacte ACD (pacte de coopération régionale au développement) soit l'Iran et la Turquie ont fait valoir les mérites de Bhutto dans la réanimation de ce pacte en veilleuse et dans la normalisation relative du sous-continent, y compris le Balouchistan. Appuyant l'un sur les liens personnels étroits entre le Shah et Bhutto ainsi que sur l'origine iranienne de son épouse. L'autre invoquant la pendaison de Menderes ("plus qu'un crime, une faute") qui a posé pendant des années et pèse encore sur la vie politique turque. Offrent de surcroît l'asile à Bhutto en Turquie, en veillant à ce qu'il n'y déploie pas d'activité politique. Demande au Général Zia d'annuler sa visite officielle en Turquie début avril.

Pays arabes et islamiques. Presque tous sont intervenus au nom de la solidarité islamique, parfois de façon menaçante (téléphone direct du roi Khalid d'Arabie au Général Zia, envoi d'ambassadeurs spéciaux des présidents Khadafi de Libye et Bakr d'Irak). Tous ont mis l'accent sur le tort immense que causerait à l'Islam la pendaison de celui qui fut l'initiateur et le président de la Conférence islamique au sommet de Lahore en 1974.

Pays socialistes d'Europe Est. Sont intervenus par l'entremise de la Roumanie et à deux reprises déjà. Mon collègue roumain à Islamabad a fait notamment savoir au Général Zia que le Président Ceausescu étant trop occupé pour le recevoir, il souhaiterait que la visite officielle à Bucarest fixée à fin avril soit reportée à une date indéterminée! L'Ambassadeur de Hongrie a annulé sa réception



pour la fête nationale du 4 avril et en a fait connaître la raison.

Chine. Son ambassadeur à Islamabad ne dit rien mais a confirmé implicitement à mon collègue turc qu'une intervention discrète avait eu lieu auprès de l'Ambassadeur du Pakistan à Pékin, soulignant les mérites de Bhutto dans l'étroite collaboration entre les deux pays.

Europe de l'Ouest. Peu de renseignements sûrs pour le moment, sinon intervention de la France auprès de l'Ambassadeur du Pakistan à Paris. Le poids de cette intervention, bien que la question n'ait pas été mentionné expressément, est la question toujours ouverte de l'usine de retraitement nucléaire.

Etats-Unis. Leur Ambassadeur m'a affirmé qu'il était intervenu en faveur de Bhutto dès le lendemain de sa condamnation. Néanmoins selon certaines informations le rôle des Etats-Unis dans toute cette affaire reste assez trouble.

Tous mes collègues intervenus directement auprès du Général Zia ou auprès du "Secretary" du Ministère des Affaires étrangères (dont le Secrétaire Général a pris soin pendant cette période de s'absenter pour des conférences à New York et à Genève) se sont heurtés à la même réponse, plus ou moins irritée selon l'importance du visiteur: ingérence dans les affaires intérieures du Pakistan, indépendance de la justice vis à vis du pouvoir exécutif.

Si Bhutto obtient la commutation de sa condamnation à mort, il le devra certainement à la très forte pression extérieure. Personne n'a d'illusions sur l'indépendance de la justice dans ce pays. Il n'est pas du tout sûr néanmoins que sa vie soit épargnée.



Les militaires se sont placés dans une impasse. Bhutto vivant restera un symbole difficile à détruire. Bhutto mort sera un cadavre encombrant aux plans intérieur et extérieur. De toutes façons, des jours sombres s'annoncent pour le Pakistan.

L'Ambassadeur de Suisse:



(L. Mossaz)